



Our world is not for sale.

**STOP** corporate globalization.

## *Appel à l'action pour la ministérielle de l'OMC de décembre à Bali*

### **Stop à l'expansion de l'OMC et aux attaques "commerciales" des entreprises transnationales: priorité à la nourriture, aux emplois, aux droits des peuples et au développement durable!**

Depuis vingt ans, les peuples et l'environnement souffrent énormément d'une attaque puissante portée contre nos besoins et droits fondamentaux par le biais d'accords commerciaux. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de nombreux Accords de libre-échange (ALE) ont été utilisés par de grandes multinationales pour imposer des politiques qui détruisent les emplois et les moyens d'existence, minent l'accès à des médicaments abordables et aux services essentiels, détruisent l'environnement et imposent de nombreuses politiques qui mettent en danger notre avenir. Avant l'OMC et les ALE, il y avait un accord qui fixait les règles pour le commerce des produits, appelé GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs). L'OMC a remplacé le GATT, en imposant aux politiques des gouvernements une liste d'objectifs des entreprises transnationales qui vont de règles néfastes sur la propriété intellectuelle, aux règles sur les investissements et l'agriculture, en passant par des entraves aux réglementations sanitaires, financières, de sécurité alimentaire, environnementales et autres, dont nous dépendons tous. L'OMC comprend un système de mise en œuvre qui a le pouvoir de pénaliser les pays, en limitant l'espace politique des gouvernements et en les obligeant à changer leurs politiques nationales d'une façon qui entrave l'accès aux médicaments, à la nourriture et à l'eau; le développement économique; le contrôle sur les ressources naturelles; la stabilité financière; l'énergie et bien plus. Cette attaque sans précédent contre la souveraineté nationale et l'intérêt public est vendue comme « libre-échange ».

En 1995, à sa naissance, les règles de l'OMC couvraient 112 pays. Aujourd'hui, 159 pays sont liés par ses règles néfastes. L'un des objectifs principaux des grands pays développés et des entreprises globales qui ont mis l'OMC sous leur coupe est d'étendre encore davantage ces règles, qui intensifieraient le coup porté par l'OMC à nos droits et besoins fondamentaux. C'est un agenda qu'ils ont essayé d'imposer sans succès par le biais du soi-disant « cycle de développement » de Doha. Des rues de Seattle, en passant par les protestations de masse à Cancun (2003) et à Hong Kong (2005), et grâce à des années de campagnes ininterrompues dans beaucoup de pays contre l'attaque de Doha envers les emplois, la sécurité alimentaire et plus, jusqu'à aujourd'hui, le pouvoir des peuples a empêché la conclusion du cycle de Doha et arrêté l'expansion de l'OMC. Des campagnes globales ont aussi fait échouer l'Accord de libre-échange des Amériques (ALEA), l'un des nombreux ALE que les entreprises transnationales ont utilisé pour pousser leur agenda commercial corporatiste au-delà de l'OMC. Avant le cycle

de Doha, la société civile a arrêté l'Accord multilatéral sur les investissements, qui aurait eu beaucoup des mêmes impacts dévastateurs. S'assurer que le cycle de Doha ne renaisse pas de ses cendres est fondamental pour sauvegarder ces victoires passées et combattre l'assaut renouvelé de la globalisation corporatiste, représenté aussi par la nouvelle vague d'ALE bilatéraux et régionaux partout dans le monde, comme le Partenariat Trans-Pacifique (PTP), l'accord de libre-échange Union européenne - Etats-Unis, les accords de partenariat économique (APE), et autres.

Après l'échec de nombreuses conférences ministérielles de l'OMC et presque douze ans de négociations sur cette expansion dangereuse de l'organisation, l'avenir de l'OMC sera décidé lors de la conférence ministérielle qui se tiendra à Bali du 3 – 6 décembre. C'est seulement en agissant dans chacun de nos pays pour amener les gouvernements à rendre des comptes et en montrant notre pouvoir à Bali que nous pouvons arrêter l'expansion de l'OMC et commencer à détruire le régime catastrophique d'accords de « libre-échange ».

### **Arrêtez la nouvelle tentative d'étendre l'OMC à Bali**

Lors de la 9ème ministérielle de l'OMC à Bali, les entreprises transnationales veulent renverser notre victoire qui a consisté à arrêter l'expansion du cycle de Doha pendant toutes ces années. Leur plan est de pousser les gouvernements à décider un nombre de questions spécifiques et après ouvrir la voie à des négociations sur d'autres questions qui vont étendre le pouvoir et les règles dangereuses de l'OMC.

Quel est ce plan que nous devons arrêter ? Les pays développés ont brisé leur engagement du cycle de Doha de négocier des questions clé pour les pays en développement et ils ont enlevé de l'agenda les questions relatives au « mandat de développement », censées corriger les graves problèmes des règles existantes de l'OMC. Ceci inclut de s'opposer : à une proposition du G33, un groupe de 46 pays en développement, de permettre aux pays en développement de subventionner les paysans pauvres pour produire des denrées alimentaires pour leur population qui risque la famine ; un simple paquet de politiques pour permettre aux pays en développement d'améliorer les résultats de leur participation au commerce global ; et une proposition de donner un « traitement spécial et différencié » aux pays en développement en reconnaissant qu'ils ne peuvent pas réussir avec les mêmes règles que les riches pays développés.

Au lieu de cela, les pays développés ont réemballé les mêmes demandes de libéralisation et d'accès au marché de leurs entreprises dans les pays en développement, qui ont pourtant été rejetées à maintes reprises par les pays en développement membres de l'OMC. Ceci inclut un accord sur la Facilitation des échanges qui exigerait des pays en développement d'allouer leurs ressources financières et technologiques pour faciliter plus d'importations des pays développés. Non seulement cela signifierait moins de ressources pour les objectifs de santé nationale, d'éducation et d'emploi, mais il minerait les économies des pays en développement avec une nouvelle vague d'importations.

Les pays développés ont aussi piétiné les règles fondamentales de l'OMC, qui exigent que tous les pays donnent leur feu vert à de nouvelles négociations, et ils ont lancé des négociations sur leur agenda corporatiste post-Bali. Ceci inclut l'expansion d'un Accord sur les technologies de l'information (ATI) plurilatéral de l'OMC déjà existant. Etendre l'ATI restreindrait la capacité des pays pauvres de développer des industries créatrices d'emplois. Et, effectivement, il fournirait un nouveau chemin furtif aux entreprises transnationales et aux pays développés pour forcer la

libéralisation que les pays en développement ont rejetée dans les négociations sur « l'Accès au marché non agricole (AMNA) » du cycle de Doha. Ils ont aussi lancé des négociations plurilatérales sur un ALE de services radical, appelé Accord sur le commerce des services (ACS) qui entraînerait la dérèglementation et la libéralisation de beaucoup de services du secteur privé et public, aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés. Cet accord réduirait aussi la pression sur les pays développés d'accepter de changer des règles existantes de l'OMC – une requête des pays en développement. Ces deux accords représentent encore plus le modèle raté de libéralisation et dérèglementation auquel se sont longtemps opposées les organisations de la société civile, aussi bien dans les pays développés que dans ceux en développement.

Cette 9<sup>ème</sup> conférence ministérielle de l'OMC aura une différence cruciale par rapport aux ministérielles précédentes, car elle sera présidée par le Brésil. Les pays du BRICS ont soutenu un Brésilien comme nouveau directeur général de l'OMC et, bien que le Brésil ait joué un rôle crucial pour s'opposer aux demandes du bloc des pays développés, ils vont probablement pousser pour un résultat qui mènerait à l'expansion de l'OMC. Les ministres du commerce des BRICS ont affirmé que « l'OMC a besoin d'un nouveau chef [d'un pays en développement]... qui mènera à une conclusion rapide du cycle de développement de Doha », tout en « manifestant une volonté d'explorer des résultats dans des domaines spécifiques où il est possible d'avancer » et « de traiter des problèmes de développement cruciaux des membres de l'OMC les plus pauvres et les plus vulnérables ». Cette nouvelle dynamique requiert une vigilance accrue pour s'assurer que le résultat de la 9<sup>ème</sup> ministérielle ne sera pas une liste de souhaits des entreprises transnationales du style « on prend les mêmes et on recommence », l'adoption de mesures coûteuses pour les pays en développement par la Facilitation des échanges et un agenda post-Bali pour faire avancer encore davantage la libéralisation commerciale à un niveau multilatéral, déguisée par quelques promesses en l'air pour les pays en développement.

### **Construisez le pouvoir des peuples à mettre fin au régime de “libre-échange” avant, durant et après Bali**

Le commerce est nécessaire, mais un type de commerce différent, qui n'est pas basé sur l'exploitation des gens et de la nature et dont les règles profitent aux communautés et non aux entreprises. Les crises globales financière, alimentaire, économique et autre – auxquelles ont contribué les ALE et les règles de privatisation et de libéralisation de l'OMC – prouvent pourquoi cela est crucial pour notre avenir. Le type de commerce dont nous avons besoin est un commerce complémentaire, non corporatiste. L'OMC, les ALE et les accords bilatéraux d'investissement ne sont pas coulés dans le marbre. Ils peuvent être terminés et remplacés par d'autres accords commerciaux. C'est le cas de l'ALE Mexique – Bolivie, qui a été remplacé par un accord qui porte seulement sur les produits, ou des dizaines d'accords bilatéraux d'investissement qui ont été dénoncés et sont en train d'être renégociés sans la clause sur le règlement des différends investisseur – Etat. Nous avons besoin d'un cadre commercial complètement différent, qui place les droits humains au-dessus des intérêts des entreprises; qui préserve la souveraineté des Etats, surtout des plus pauvres; qui défend d'abord la santé, la nourriture, les emplois et qui traite la nature avec respect et soin. Un monde sans l'OMC, les ALE, les accords bilatéraux d'investissement et le régime du libre-échange est possible et nécessaire !

**Nous appelons à arrêter l'expansion de l'OMC à Bali et à renforcer le mouvement global**

qui vise à mettre fin à ce régime de libre-échange. Tout accord issu de la conférence ministérielle de Bali doit mettre fin à la dévastation provoquée par des décennies de politiques de globalisation corporatiste. Nous devons nous assurer que la conférence ministérielle de Bali n'approuve pas une expansion dangereuse de l'agenda corporatiste. Au lieu de cela, un nouveau cadre commercial, équitable et complémentaire, doit être développé, centré sur les droits des êtres humains et de la nature. **Nos requêtes sont les suivantes :**

- **Arrêtez l'expansion de l'OMC!** En vue de la ministérielle de l'OMC à Bali, les gouvernements doivent rejeter un accord sur la Facilitation des échanges et insister pour mettre fin aux négociations des autres accords qui étendent les politiques de l'OMC, comme l'ATI et l'ACS proposés.
- **Renversez l'OMC!** Au lieu de cela, les gouvernements doivent décider de commencer à démanteler les règles qui régissent l'OMC pour assurer l'espace politique nécessaire aux pays pour s'attaquer à des défis cruciaux comme l'alimentation, la santé, les emplois, la stabilité financière, le changement climatique et la nature. Cet agenda alternatif est identifié dans la déclaration Revirement de l'OMC 2013 : priorité à la nourriture, aux emplois et au développement! Et les gouvernements doivent approuver la proposition des pays en développement sur la sécurité alimentaire et un paquet fort de propositions pour les pays les moins avancés, que les pays en développement ont identifié depuis longtemps comme étant leur priorité ; et d'autres changements clé de politique identifiés dans le Revirement de l'OMC 2103 : priorité à la nourriture, aux emplois et au développement!
- **Changez le système commercial global!** Le cadre commercial global doit fonctionner pour les 99%. Des institutions ratées comme l'OMC, les ALE et les accords bilatéraux d'investissement doivent être remplacés par un nouveau système qui discipline les entreprises, tout en laissant aux Etats assez d'espace politique pour mener un agenda positif pour le développement durable et la création d'emplois, la sécurité alimentaire, l'accès à des soins de santé et des médicaments abordables et la stabilité financière globale.

**Il est essentiel que nous nous organisions au cours de 2013 pour aller au-delà des slogans et des déclarations et que nous nous mobilisions en mettant directement la pression sur les gouvernements pour qu'ils agissent de façon décisive. OWINFS encourage les organisations de la société civile concernées par les impacts de l'OMC sur les travailleurs, les paysans, les femmes, l'environnement et notre avenir à *organiser la pression immédiatement sur vos ministres du Commerce et d'autres officiels nationaux pour atteindre les objectifs ci-dessus.***

1. Signez la déclaration **Revirement de l'OMC 2013: priorité à la nourriture, aux emplois et au développement durable** ! élaborée par le réseau OWINFS, qui peut être utilisée pour:
2. **Organiser des événements éducationnels** pour augmenter la conscience publique sur les impacts domestiques négatifs de l'OMC – et l'impact potentiellement encore pire des

propositions des entreprises transnationales actuelles contenues dans le paquet de Bali – sur les paysans, les travailleurs, l’environnement et d’autres communautés clé affectées dans votre pays.

3. **Demandez une réunion**(avec d’autres groupes concernés) avec votre ministre du Commerce pour exprimer vos demandes sur le paquet de Bali, l’OMC existant et le besoin de transformer le régime commercial global – et faites savoir à votre gouvernement que vous suivez ses activités à Genève et à Bali !
4. **Demandez aux parlementaires et aux ministères concernés** (agriculture, santé, travail, banque centrale et régulateurs financiers, etc) de mettre la pression sur votre ministre du Commerce et chef d’Etat pour plaider les intérêts et les besoins des gens dans leurs négociations en cours à Genève sur le paquet de Bali et à l’OMC en général.
5. **Envoyez une lettre nationale**, signée par une large palette de mouvements sociaux, syndicats et organisations de la société civile, à votre gouvernement, qui réitère les demandes de la campagne globale sur l’OMC.
6. Développez différentes sortes d’initiatives, pétitions parlementaires, pétitions, conférences de presse, mobilisations et des actions créatives **pour dire que 18 ans de libéralisation du commerce, ça suffit.**
7. **Contactez les medias** et parlez-leur des impacts négatifs sur l’économie, les travailleurs, les consommateurs, les pêcheurs, les femmes, le changement climatique et l’environnement de l’OMC. Vous pouvez écrire des courriers de lecteurs ou des tribunes. OWINFS met à votre disposition un argumentaire que vous pouvez utiliser comme base pour développer une position qui soit adaptée à vos medias nationaux.
8. **Coordonnez des actions conjointes dans tous les pays** pendant la 9ème conférence ministérielle pour balayer l’OMC, les ALE et les accords bilatéraux d’investissement
9. **Venez à Bali pour la ministérielle!** Participez avec OWINFS à organiser la pression sur vos représentants pendant les négociations à la conférence et pour soutenir les mouvements sociaux indonésiens dans des mobilisations de masse.

**Le réseau global Notre monde n’est pas à vendre (OWINFS) travaille pour mobiliser les campagnes internationales et soutenir les campagnes nationales à travers le monde. Veuillez contacter Deborah James à [djames@cepr.net](mailto:djames@cepr.net) pour plus de matériel d’information et des idées d’action. Pour plus d’informations sur l’OMC, veuillez consulter [www.ourworldisnotforsale.org](http://www.ourworldisnotforsale.org).**

**Les signataires à compter du 1er Octobre incluent :**

<b>International and Regional Organizations and Networks</b>		
1	ACP Civil Society Forum	The Forum is a coalition of 80 not-for-profit organisations working on issues relating to ACP-EU development cooperation. It seeks to cater for the diverse range civil society development issues within the wide geographic coverage of the ACP group.

2	Arab NGO Network for Development (ANND)	ANND is a regional network, working in 12 Arab countries with seven national networks (with an extended membership of 200 CSOs from different backgrounds) and 23 NGO members.
3	Asia Pacific Mission for Migrants (APMM)	A regional migrant centre working in the Asia Pacific and Middle East region.
4	Asian Peasant Coalition (APC)	Represent more than 15 million rural members (e.g. landless peasants, peasant women, dalits, agricultural workers, fisherfolks, pastoralists, and rural youth) from 33 organizations from Bangladesh, India, Indonesia, Malaysia, Mongolia, Nepal, Pakistan, Philippines, and Sri Lanka, struggling for genuine agrarian reform and people's food sovereignty.
5	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) European Network	ATTAC is an international organization involved in the alter-globalization movement. We oppose neo-liberal globalization and develop social, ecological, and democratic alternatives so as to guarantee fundamental rights for all.
6	Caribbean Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN)	A regional network of scholars and researchers who work on the issues of political economy, trade, Sustainable Development; Sexual and Reproductive Health and Rights; governance and women's equal participation in power and decision-making.
7	Dignity International	Dignity International's vision is of a world in which everyone enjoys human rights and lives in dignity; free from fear, poverty and discrimination. Dignity International advocates with, connects, and supports the empowerment of deprived and struggling communities in claiming their human rights, and creating social justice around the world.
8	IBON International	IBON initiates and implements international programs, develops and hosts international networks, initiates and participates in international advocacy campaigns, and establishes regional and country offices. IBON strengthens links between local campaigns and advocacies to international initiatives.
9	International Presentation Association (IPA)	The mission of IPA is to channel our resources so that we can speak and act in partnership with others for global justice.
10	LDC Watch	LDC Watch is a global alliance of national, regional and international civil society organisations (CSOs), networks and movements based in the Least Developed Countries (LDCs).
11	Pacific Network on Globalisation (PANG)	PANG is a Pacific regional network promoting economic justice in globalisation with specific attention to: 1) Accountability and transparency in economic and trade policy processes, 2) Poverty eradication, 3) Equitable development and sustainable livelihoods (opportunity, access, impact) and 4) Food sovereignty and environmental sustainability.
12	Pax Romana ICMICA Asia	Global network of Catholic leaders committed to justice, peace and creation.

13	Public Services International (PSI)	Public Services International (PSI) is a global trade union federation dedicated to promoting quality public services in every part of the world. PSI brings together more than 20 million workers, represented by 650 unions in 150 countries and territories.
14	South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE)	An alliance to fight against poverty and injustice in South Asia comprising journalists, academics, trade unionists, human rights activists, NGOs and other civil society actors across the region.
15	Southern Africa Trade Union Coordination Council (SATUCC)	SATUCC is a regional trade union organization representing all major trade union federations in the Southern African Development Community (SADC). It was established in March 1983 and today SATUCC is the only formally recognised representative regional trade union confederation with a special status in the SADC.
16	Southern and Eastern African Trade, Information and Negotiations Institute (SEATINI)	An African initiative to strengthen Africa's capacity to take a more effective part in the emerging global trading system and to better manage the process of Globalization.

<b>National Organizations</b>		
17	51% Coalition	Jamaica
18	Action Développement et Intégration Régionale (ADIR)	Burundi
19	Action, Research and Education Network of Aotearoa (ARENA)	New Zealand
20	Advocate for Safe Parenthood (ASPIRE)	Trinidad and Tobago
21	Africa Europe Faith and Justice Network (AEFJN)	Belgium
22	Africa Youth Coalition Against Hunger	Sierra Leone
23	Agricultura Alternativa y de Alerta ante la Transgénesis (AGALAT)	Panama
24	Agricultural Workers Union of TUC	Ghana
25	Aid/Watch	Australia
26	Alianza ONG	Dominican Republic
27	Aljawf Women Organization For Development	Yemen
28	All Lanka Peasant's Front	Srilanka
29	All Nepal Peasants Federation (ANPFa)	Nepal
30	Alliance Pour la Reconstruction et le Developpement Post-Conflict (ARDPC)	Ivory Coast
31	Alliance Against WTO	Bangladesh
32	Alliance Sudd	Switzerland
33	Alternative Information & Development Centre	South Africa
34	Amigos de la Tierra México	Mexico
35	Anguilla National Council of Women (ANCW)	Anguilla
36	Andhra Pradesh Vyavasaya Vruthidarula Union (APVVU)	India
37	Argentine Federation Of Commerce And Services Workers (FAECyS)	Argentina

38	Asia Monitor Resource Centre (AMRC)	Hong Kong
39	Asociacion Ecologica De Lanus (AEL)	Argentina
40	Association Commerciale, Agricole, Industriel et du Service (ACAISA)	Cape Verde
41	Association of Women's Organizations of Jamaica (AWOJA)	Jamaica
42	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) Quebec	Canada
43	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) Spain	Spain
44	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC)	Tunisia
45	Association Women Sun of Haiti	Haiti
46	Australian Fair Trade and Investment Network (AFTINET)	Australia
47	Bahrain Transparency Society	Bahrain
48	Banana Link	UK
49	Bangladesh Krishok Federation	Bangladesh
50	Barbados Association of Non Governmental Organizations	Barbados
51	Barbados National Organization of Women	Barbados
52	BASE Investigaciones Sociales	Brazil
53	Belize Enterprise for Sustainable Technology	Belize
54	Berne Declaration	Switzerland
55	Bharatiya Krishak Samaj	India
56	Bia'lii, Consultancy and Research	Mexico
57	Botswana Council of Non Governmental Organisations (BOCONGO)	Botswana
58	Business and Professional Women Barbados	Barbados
59	Cadre de concertation des OSC pour le suivi du CSLP (CdC/CSLP)	Burkina Faso
60	Campaign 2015+ International	Nigeria
61	Canadian Union of Postal Workers (CUPW)	Canada
62	Congress of South African Trade Unions (COSATU)	South Africa
63	Capítulo Argentino PIDHDD	Argentina
64	Caribbean Association for Feminist Research and Action (CAFRA)	Trinidad and Tobago
65	Center for Alternative Research and Studies (CARES)	Mauritius
66	Center for Health, Human Rights and Development (CEHURD)	Uganda
67	Central Unitaria De Trabajadores (CUT)	Colombia
68	Centre d'Information et de Liaison des ONG (CILONG)	Chad
69	Centre de Recherche et d'Action pour le Développement (CRAD)	Haiti
70	Centre du Commerce international pour le Développement (CECIDE)	Guinea
71	Centre for Literacy and Community Development	Kenya

72	Centre National et International de Documentation et d'Information des Femmes en Haiti (ENFOFANM) Haiti	Haiti
73	Childolesent And Family Survival Organization - Women's Rights Action Group (CAFSO-WRAG)	Nigeria
74	CIID	Gautemala
75	Civil Society Bahamas	Bahamas
76	Civil Society Coalition on Migration and Development	Nigeria
77	Civil Society Forum of Tonga (CSFT)	Tonga
78	Civil Society Movement of Sierra Leone	Sierra Leone
79	Civil Society Organization Network for Development (RESOCIDE)	Burkina Faso
80	Codepink	USA
81	Colectivo VientoSur	Chile
82	Colectivo Voces Ecológicas (COVEC)	Panama
83	Comité Forum Social Lémanique (FSL)	Switzerland
84	Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM)	Tunisia
85	Community Empowerment for Progress Oranization (CEPO)	South Sudan
86	Concertation Nationale Des Organisations paysannes et des Producteurs (CNOP)	Gabon
87	Confederacion Nacional De Unidad Sindical (CNUS)	Dominican Republic
88	Congress of South African Trade Unions (COSATU)	South Africa
89	Conseil de Concertation des ONGs de Développement (CCOD)	Congo
90	Conseil des ONG Agrées du Cameroun (CONGAC )	Cameroon
91	Conseil Inter ONG En Centrafrique (CIONGCA)	Central African Rep.
92	Conseil National des ONG de Développement (CNOGD)	D.R. Congo
93	Consejo de Investigaciones para el Desarrollo de Centroamérica (CIDECA)	Gautemala
94	Consejo Nacional de Auto empleados y Micro empresarios del Perú (CONAEM PERU)	Peru
95	Consumer Education Trust	Uganda
96	Consumers Protection Association (CPA)	Lesotho
97	Cook Islands Association of Non-Governmental Organisations (CIANGO)	Cook Islands
98	Coordination nationale des organisations paysannes du Mali	Mali
99	Cotonou Task Force	Ethiopia
100	Council for NGOs (CANGO)	Swaziland
101	Council of Canadians	Canada
102	Cristianas y Cristianos De Base De Madrid	Spain
103	Development Service Exchange (DSE)	Solomon Islands
104	Dominica National Council of Women	Dominica
105	Eastern and Southern Africa small-scale Farmers Forum (ESAFF)	Zambia

106	Economic Justice Network Lesotho (EJNL)	Lesotho
107	Economic News Africa	Kenya
108	Ecuador decide	Ecuador
109	Equity and Justice Working Group Bangladesh (EquityBD)	Bangladesh
110	Fair Trade Advocacy Office	Belgium
111	Fairwatch	Italy
112	Federación de Trabajadores del Agua Potable y Alcantarillado del Perú (FENTAP)	Peru
113	Federation de Femmes Enterpreneurs et Affairs de la CEDEAO (FEFA)	Guinea
114	Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos (FOCO)	Argentina
115	Forum das Ong de São Tomé e Príncipe (FONG-STP)	Sao Tomé and Príncipe
116	Fórum das Organizações Não Governamentais Angolanas (FONGA)	Angola
117	Forum des ONG pour le Développement Durable (FONGDD)	Eq. Guinea
118	Fundacion de Relaciones Internacionales (FUNREI)	Argentina
119	Foundation pour le Developpment au Sahel (FDS)	Mali
120	Friends of the Earth	Ghana
121	FSM Alliance of NGOs (FANGO)	Micronesia
122	Gilbert Agricultural and Rural Development Centre (GARDC)	Antigua and Barbuda
123	Global Exchange	USA
124	Globalization Watch Hiroshima	Japan
125	Gonoshasthaya Kendra (GK )	Bangladesh
126	Good Shepherd International Justice Peace Office	USA
127	Grassroots Organisations of Trinidad & Tobago (GOTT)	Trinidad and Tobago
128	Grenada National Organization of Women	Grenada
129	Groupe d'Action et de Reflexion sur l'Environnement et le Développement (GARED)	Togo
130	Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement (GRAPAD)	Benin Republic
131	Grupo Tacuba	Mexico
132	Guyana Association of Women Lawyers	Guyana
133	Hecho en Bs As / empresa social	Argentina
134	Hegoa Instituto de Estudios sobre Desarrollo y Cooperación Internacional, País Vasco	Spain
135	Help & Shelter	Guyana
136	Initiatives for Dialogue and Empowerment through Alternative Legal Services (IDEALS)	Philippines
137	Institute for Economic Research and Innovation (IERI)	South Africa
138	Institute for Global Justice (IKG)	Indonesia

139	Instituto de Participación y Desarrollo	Argentina
140	Instituto Justiça Fiscal (IJF)	Brazil
141	Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEI)	Guinea-Bissau
142	Instituto Latinoamericano para una sociedad y un derecho alternativos (ILSA)	Colombia
143	Inter Agency Group of Development Organizations (IAGDO)	Grenada
144	Iyanola (St.Lucia) Council for the Advancement of Rastafari Incorporated (ICAR)	St. Lucia
145	Jamaica Network of Rural Women Producers	Jamaica
146	Jamaicans United for Sustainable Development	Jamaica
147	Jubilee Debt Campaign	UK
148	Kalingo Carib Council	Dominica
149	Kenya Debt Relief Network (KENDREN)	Kenya
150	Kilusang Magbubukid Ng Pilipinas (KMP)	Philippines
151	Kilusang Mayo Uno (KMU)	Philippines
152	Kiribati Association of Non-Governmental Organisation (KANGO)	Kiribati
153	Labour,Health and Human Rights Development Centre	Nigeria
154	Lesotho Council of NGOs (LCN)	Lesotho
155	Liaison Unit of the non-governmental organisations of Seychelles - (LUNGOS)	Seychelles
156	Lutte Nationale Contre la Pauvreté (LUNACOP)	DR Congo
157	Malawi Economic Justice Network	Malawi
158	Marshall Islands Council of NGOs (MICNGOS)	Marshall Islands
159	Mauritius Council of Social Service (MACOSS)	Mauritius
160	Melanesian NGO Centre for Leadership (MNCL)	Papua New Guinea
161	Movement for National Land and Agricultural Reform (MONLAR)	Sri Lanka
162	Namibia Non-Governmental Organisations Forum Trust	Namibia
163	National Agricultural workers Forum (NAWF)	India
164	National Alliance of People's Movements (NAPM)	India
165	National Association of NGOs (NANGO)	Zimbabwe
166	National Association of Nigerian Traders (NANTS)	Nigeria
167	National Center For Labour (NCL)	India
168	National Council of NGOs	Kenya
169	National du Réseau des Ong de Développement et Associations de Défense des Droits de l'Homme et de la Démocratie (RODADDHD)	Niger
170	National Fisheries Solidarity Movement [NAFSO]	Sri Lanka
171	National Forum for Mozambiquan NGOs and CBOs (TEIA)	Mozambique
172	Nauru Island Association of NGOs (NIANGO)	Nauru
173	National Justice and Peace Network (NJPN)	UK

174	Network for Women's Rights and Feminist Perspectives in Development (WIDE)	Austria
175	Network of Women's NGOs	Trinidad and Tobago
176	New Hope Youth Trust	Botswana
177	Niue Island (Umbrella) Association of NGOs (NIUANGO)	Niue
178	Nou Sud	Spain
179	Online Knowledge Society	Bangladesh
180	Otros Mundos AC	Mexico
181	Plate-forme des acteurs non étatiques pour le suivi de l'Accord de Cotonou au Sénégal	Senegal
182	Plateforme haïtienne de Pladoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA)	Haiti
183	Plate-Forme Nationale des Organisations de la Societe Civile de Madagascar	Madagascar
184	Policy Analysis and Research Institute of Lesotho (PARIL)	Lesotho
185	Pour Social Development Cooperative (SDC - RCA)	Central Africa Rep.
186	Poverty Action Network in Ethiopia (PANE)	Ethiopia
187	Professional Organization for Women in Antigua	Antigua
188	Programme de Pladoyer Pour une Intégration Alternative (PPIA)	Haïti
189	Rape Crisis Society of Trinidad & Tobago	Trinidad and Tobago
190	Rassemblement pour une Alternative Internationale de Développement (RAID)	Tunisia
191	Red Mexicana de Acción Frente al Free Comercio (RMALC)	Mexico
192	Red Nicaragüense de Comercio Comunitario (RENICC)	Nicaragua
193	Red Thread	Guyana
194	Regional en América Latina del Centro de Solidaridad Sindical de Finlandia	Finland
195	Resist Agrochemical TNCs	Philippines
196	Resistance & Alternatives	Mauritius
197	Resistance and Alternatives to Globalization (RAG)	Indonesia
198	Roots for Equity	Pakistan
199	Rural Reconstruction Nepal (RRN)	Nepal
200	Rwanda Civil Society Platform	Rwanda
201	Samoa Umbrella for Non Governmental Organisation (SUNGO)	Samoa
202	SAVE Foundation Inc. (Services Alliance for Violent Encounters)	Barbados
203	Seruni	Indonesia
204	Siglo XXIII	El Salvador
205	Simpson Foundation Malawi	Malawi
206	Sistren Theatre Collective	Jamaica
207	Sociedad Económica de Amigos del País	Cuba

208	Solidarité	France
209	Somali Organisation for Community Development Activities (SOCDA)	Somalia
210	South African NGO Council (SANGOCO)	South Africa
211	Southern and Eastern African Trade, Information and Negotiations Institute (SEATINI) Zimbabwe	Zimbabwe
212	Southwest Freedom of Information Act Network	Nigeria
213	Stichting Projekta	Suriname
214	Tanzania Association of NGOs	Tanzania
215	Tchad Agir Pour l'Environnement (TCHAPE)	Chad
216	Técnicos Sin Fronteras	Argentina
217	The Asia Foundation	Timor-Leste
218	The Call for Africa Development [CAD]	Lesotho
219	Toledo Maya Women's Council	Belize
220	Tuvalu Association of NGOs (TANGO)	Tuvalu
221	Uganda Environmental Education Foundation (UEEF)	Uganda
222	Unidad Ecológica Salvadoreña (UNES)	El Salvador
223	Union Nacional De Trabajadores	Mexico
224	United Methodist Church Philippines	Philippines
225	Universidad libre flotante	El Salvador
226	Universidad libre para la Paz	El Salvador
227	Vanuatu Association of NGOs (VANGO)	Vanuatu
228	Voices for Interactive Choice and Empowerment (VOICE)	Bangladesh
229	War on Want	UK
230	West African Women Association (WAWA)	Liberia
231	Windward Islands Farmers' Association (WINFA)	St. Vincent and the Grenadines
232	Woman Inc.	Jamaica
233	Women Across Differences (WAD)	Guyana
234	Women Against Rape	Antigua
235	Women Working for Social Progress	Trinidad and Tobago
236	Women's Crisis Centre	Jamaica
237	Women's Institute for Alternative Development (WINAD)	Trinidad and Tobago
238	Women's Issues Network of Belize	Belize
239	Women's Media Watch Jamaica	Jamaica
240	Women's Resource and Outreach Centre	Jamaica
241	Women's Rights Centre	Suriname
242	World Democratic Governance project Association (WDGpa)	Spain
243	World Development Movement (WDM)	UK
244	Worldview	Gambia
245	Young Women's Christian Association (YWCA) Barbados	Barbados
246	Youth Foundation of Bangladesh (YFB)	Bangladesh

247	Zambia Council for Social Development	Zambia
-----	---------------------------------------	--------